

Comment une histoire nationale est-elle possible?

In: Genèses, 14, 1994. pp. 153-163.

Citer ce document / Cite this document :

Schrader Fred. E. Comment une histoire nationale est-elle possible?. In: Genèses, 14, 1994. pp. 153-163.

doi : 10.3406/genes.1994.1223

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1994_num_14_1_1223

Comment une histoire nationale est-elle possible ?

Fred. E. Schrader



Ouvrages commentés

Pierre Nora (éd.), *Les lieux de mémoire III. Les Frances. 1 : Conflits et partages ; 2 : Traditions ; 3 : De l'archive à l'emblème*, Paris, Gallimard, 1992 ; P. Nora, «Comment écrire l'histoire de France ? » *ibid.*, III.1, pp. 11-32.

Pierre Nora (éd.), *Les lieux de mémoire I. La République*, Paris, Gallimard, 1974 ; P. Nora, «Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux», *ibid.*, I., pp. XVII-XLII ; P. Nora, «De la République à la Nation», *ibid.*, I., pp. 651-659.

André Burguière, Jacques Revel (éds.), *Histoire de la France. L'espace français*, Paris, Éditions du Seuil, 1989 ; A. Burguière, J. Revel, «Préface, *ibid.*», pp. 9-28.

Thomas Nipperdey, *Deutsche Geschichte 1866-1918. Zweiter Band. Machtstaat vor der Demokratie*, München, C. H. Beck, 1992.

Hans-Ulrich Wehler, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Zweiter Band. Von der Reformär bis zur industriellen und politischen „Deutschen Doppelrevolution“ 1815-1845/49*, München, C. H. Beck, 1987.

Hans-Ulrich Wehler, *Das Deutsche Kaiserreich 1871-1918*, (Joachim Leuschner, ed., *Deutsche Geschichte*, vol. 9), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1973 et 1988.

Wolfgang J. Mommsen, *Das Ringen um den nationalen Staat. Die Gründung und der innere Ausbau des Deutschen Reiches unter Otto von Bismarck 1850 bis 1890* (Dieter Groh, ed., *Propyläen Geschichte Deutschlands*, vol. 7/1), Berlin, Propyläen, 1993.

Hagen Schulze, *Gibt es überhaupt eine deutsche Geschichte ?*, Berlin, Siedler, 1989.

L'

Ernest Renan, Qu'est-ce qu'une nation ? (Conférence faite en Sorbonne, le 11 mars 1882.)

Avec la parution de la troisième et dernière partie – en trois volumes – des *Lieux de mémoire* vient de s'achever un projet historiographique qui, commencé dans les années 1970, est déjà devenu un classique, son concept même étant entré dans le vocabulaire courant et dans les termes juridiques. Après *La République* et *La Nation* donc, maintenant *Les Frances*. A cette entreprise importante, pratiquement toute la discipline a contribué, les représentants de toutes les générations, tous les courants, toutes les «écoles» de l'historiographie française. Voici un monument, une œuvre de référence incontournable. Parallèlement, un événement médiatique sur lequel presque tous s'accordent, y compris ceux qui en sont partie prenante. Ce projet a fini par devenir «La nouvelle histoire de France», «Le passé recomposé» à travers «une rupture épistémologique», bref : «Le temps national retrouvé¹». Voici qu'on nous propose une ultime histoire nationale non nationaliste². Cette histoire, nous explique-t-on, non seulement reconstruit l'histoire de France mais doit désormais servir aussi de modèle pour d'autres histoires, celles de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Pologne, des États-Unis, de la Chine, peut-être de l'Europe – «Qui relèvera le défi de cette entreprise mémorable consacrée à la France³ ? »

Ce qui nous est présenté, c'est un tableau, une carte, un atlas des lieux de mémoire. Les articles ont été écrits à titre individuel et il est rare qu'un d'entre eux se réfère à un autre même si, de toute évi-

dence, ils sont voisins. On peut donc les lire isolément, hors contexte. Afin de pouvoir comprendre la carte, par contre, il faut se servir d'une légende. Ce sont les articles de présentation et d'introduction de Pierre Nora qui nous la fournissent.

Il suffit de comparer les deux textes introductifs de Pierre Nora pour se rendre compte à quel point le projet a changé en moins de dix ans. Le titre de 1984 lance une problématique : «Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux». Celui de 1992 reprend une toute autre question : «Comment écrire l'histoire de France ? » Visiblement, la problématique a basculé.

Dans le premier article, on lit qu'«en France, l'historiographie est iconoclaste et irrévérencieuse. Elle consiste à s'emparer des objets les mieux constitués de la tradition – une bataille clé [...] – pour en démonter le mécanisme et reconstituer au plus près les conditions de leur élaboration. C'est introduire le doute au cœur, la lame critique entre l'arbre de la mémoire et l'écorce de l'histoire.» Exemple : «Faire l'histoire de la Révolution française, reconstituer ses mythes et ses interprétations signifie que nous ne nous identifions plus complètement avec son héritage»⁴. L'histoire change de fonction. La société remplace la nation, la légitimation par l'avenir celle du passé. Ainsi, l'histoire est devenue une science sociale : «La nation-mémoire aura été la dernière incarnation de l'histoire-mémoire»⁵.

Huit années plus tard, la question se pose tout autrement. Premier constat de Pierre Nora : le terme «lieux de mémoire» a changé de fonction. Le public et même le droit s'en servent dans un sens naïf et positif, non comme instrument d'une critique analytique. Deuxième constat : «Il y avait, enfin et surtout, le retour en force à l'historiographie nationale, annoncé dans la conclusion de *La République* comme un



1. Ce sont là quelques titres dans le *Magazine littéraire* n°307, février 1993, et le *Monde des livres* du 5 février 1993, p. 29.

2. François Hartog, «Comment écrire l'histoire de France ? », *Magazine littéraire*, loc. cit., p. 32 : «le national revient au premier plan, mais un national mué, éclaté en patrimonial : un national sans nationalisme».

3. Jacques Le Goff, le *Monde des livres*, loc. cit., p. 29 ; dans le même sens Gerd Krumeich, «Le 'Grand Nora' », in : *Magazine littéraire*, loc. cit., p. 51 sq.

4. P. Nora, «Comment écrire l'histoire de France ? », *Les lieux de mémoire*, III.1, op. cit., p. XXI.

5. *Ibid.*, p. XXIII.

6. P. Nora (éd.), *Les lieux de mémoire. I : La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. 13.

7. *Ibid.*, p. 658 sq.

8. *Ibid.*, p. 13.

9. *Ibid.*, p. 15 sq.

10. *Ibid.*, p. 32 : «Un long apprentissage, qui fait de ces *Lieux de mémoire*, du même élan et du même pas, ma France et la France, celle de chacun et celle de tous.»

11. *Ibid.*, p. 31.

des traits marquants de la discipline [...]»⁶. Reprenons ce dernier texte. On y lit notamment :

«Le retour du national et le repli sur les vieilles valeurs minimales de la République est sensible de tous les horizons des familles politiques. [...] Au-delà des péripéties de la politique et dans le trouble général qu'entraîne l'effacement des grandes idéologies, le retour au national se marque par une réactivation volontariste de mémoire collective, dont le président de la République lui-même s'est fait récemment l'interprète au sommet. L'historiographie nationale devient celle d'une "autre France" pour "le réajustement de la conscience publique aux réalités de l'échiquier mondial". La France, devenue puissance moyenne, est restée grande par son histoire ; comment ne la cultiverait-elle pas⁷ ?»

Sous le poids du retour en force à l'historiographie nationale, le projet a finalement sans ambiguïté suivi la voie de la «réactivation volontariste». Pierre Nora ne manque pas de clarté si, devant l'alternative «de doubler la mise en risquant l'enjeu initial»⁸, il évoque

«cette énigme et ce défi : il fallait aller jusqu'au bout pour expérimenter si la notion [de lieux de mémoire], spontanément adaptée aux instruments de la mémorisation, [...] née tout entière du sentiment de la perte et par là empreinte de la nostalgie des choses défuntées, gardait sa validité heuristique, sa capacité opératoire, sa dynamique de délivrance dans les cas difficiles où elle devait se retourner sur elle-même, trouver son second souffle, revitaliser des lieux devenus communs. Si, [...] empiriquement expérimentée sur des structures élémentaires, elle se révélait capable de devenir une catégorie de l'intelligibilité historique contemporaine⁹».

Ainsi, le projet s'achève avec l'abandon de sa conception originale d'analyser les lieux et techniques de mémorisation collective de groupes politiques et sociaux. Il passe à l'action contre la crise multiple d'une France qui, mondialement, est devenue une puissance moyenne et qui, à l'intérieur, a perdu ses idéologies, sa Révolution, son Église, ses

liens familiaux, ses racines régionales, sa gloire militaire, sa place ancienne sur l'échiquier international. Le projet de l'intervention froide de l'intellect iconoclaste cède à la demande publique et politique d'une réanimation, voire création d'une identité nouvelle à travers le culte de l'histoire. On a inventorié avec soin les lieux autour desquels la France pourrait se rassembler : un corpus de références historiques pour chacun et pour tous¹⁰. Et Pierre Nora insiste sur le devoir des historiens de la France : s'adapter à un vaste remaniement de ce que veut dire France aujourd'hui : «C'est lui qui dicte ici impérativement le retour sur le national [...] ; parce que le cadre national s'est révélé le plus stable et le plus permanent»¹¹. Bref, le projet est devenu histoire nationale, il est entré au service d'une nation en crise, il devient instrument et technique d'une identité nouvelle qui vise l'avenir. La question reste de savoir si, en doublant la mise, l'enjeu original n'a pas été perdu. Autrement dit, quelle relation s'établit entre l'intellect et le cœur de l'historien des lieux de mémoire.

On s'en doute, pour mener à bien un pareil projet, Pierre Nora ne propose point un retour à une historiographie nationale classique, ni d'ailleurs à l'une des anciennes idéologies – celle des projets républicain, bonapartiste, monarchiste, libéral, etc. Rupture épistémologique ou non, ce choix historiographique laisse voir au moins deux choses. On constate d'abord un glissement de la question «Comment écrire l'histoire de France ? » vers celle «Comment écrire l'histoire nationale ? » ; or, il est évident qu'il ne s'agit pas de la même chose. Deuxième observation : avec ce choix et à travers cette réduction, le projet veut nous offrir une nouvelle – la dernière parce qu'ultime – histoire de France, et ceci sous la pression impérative d'un retour vers le national. L'historien continue donc de servir, de remplir un rôle en offrant une autre

solution historiographique. Mais cette fonction de l'histoire n'est pas problématisée, ni pour les projets du passé qui visiblement ne sont plus opératoires, ni pour celui des *Lieux de mémoire*. Ce parti n'est pas innocent et ses implications sont lourdes.

Comment écrire une histoire de la France ? Sur cette question, Lucien Febvre s'est déjà prononcé, il y a soixante ans, en expliquant son propre choix historiographique, tout en feuilletant *L'esquisse d'une histoire des Français dans leur volonté d'être un peuple* de Julien Benda et l'*Histoire sincère de la nation française, essai d'une histoire de l'évolution du peuple français* de Charles Seignobos, dans un compte rendu paru en 1933 dans la *Revue de synthèse*¹². Il s'adresse à Julien Benda :

«“Nation”, écrivez-vous. Mais quoi, nation ? De quand date le mot ? Quels synonymes lui ont fait cortège ? Et comment les distinguait-on de lui ? Surtout, derrière ces mots, quelles réalités les Français ont-ils entassées successivement ?» Suit le reproche : «Vous avez seulement renforcé la tendance à prendre les mots les plus clairs, aujourd'hui, pour les hommes d'aujourd'hui, comme autant de véhicules confortables et sûrs pour remonter, bien assis, le cours des siècles, sans avoir besoin de changer jamais de place, ou de voiture. [...] Nous refusons, simplement, de mettre un anachronisme à la base d'une continuité. Nous repoussons la solution de facilité donnée au vrai problème : comment au sein d'un même agrégat humain, sous quelles formes successives au cours des âges, à travers quels ensembles mouvants de sentiments et d'idées, se sont exprimées des volontés élémentaires – qu'il ne s'agit pas de promener, revêtues d'oripeaux modernes, à travers toute l'histoire changeante des âges disparus¹³».

Seignobos, lui, veut au contraire montrer quand et où se sont créés les usages, institutions et conditions de vie qui forment le fondement de la nation. Il s'agit des faits de la vie quotidienne, partagés par le grand nombre. Tout est ainsi fondement de la nation, rétorque Febvre : «On s'y perd»¹⁴.



12. «Ni histoire à thèse ni histoire manuel. Entre Benda et Seignobos» ; repris dans : Lucien Febvre, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992, pp. 80-98.

13. *Ibid.*, p. 84 sq.

14. *Ibid.*, p. 91.

15. *Ibid.*, p. 98.

16. Cf. le développement d'André Burguière et Jacques Revel, «Préface à l'Histoire de la France», in : A. Burguière, J. Revel (éds), *Histoire de la France. L'espace français*, Paris, Édition du Seuil, 1989, pp. 16-18.

17. Ce questionnement est le fil conducteur des travaux de G. G. Iggers, *Deutsche Geschichtswissenschaft*, München, DTV, 1976 ; pour les difficultés que la sociologie et l'histoire ont traditionnellement rencontrées avec le sujet du national, cf. G. Noiriél, «La question nationale comme objet de l'histoire sociale», *Genèses*, n°4, mai 1991, pp. 72-94.

18. Sans vouloir le suivre dans tout son développement et ses conséquences théoriques, cf. sur ce point N. Luhmann, *Die Wissenschaft der Gesellschaft*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1990, pp. 334 sq.

Et il insiste pour qu'on pose le vrai problème, les vraies questions : comment et pourquoi des contrées hétérogènes ont fini par former un ensemble. Ou inversement, plus grave encore :

« quand nous parlons de *Français* dès le seuil d'une histoire dite "de France" et que nous continuons à en parler tout au long de cette histoire, avons-nous raison ? Ces Français, ne devrions-nous pas, à toutes les époques, nous soucier de dire qui ils étaient – de préciser ce que nous nommons *Français* à une certaine date, et ce que nous excluons de la France, et quels étaient, sur les points importants qui nous retiennent, les sentiments des exclus, des Français séparés ? »¹⁵

Ce qui, au fond, inspire cette génération d'historiens représentée par Lucien Febvre et Marc Bloch, c'est la question : comment la France est-elle possible, malgré et à travers ses diversités, les changements de ses significations, ses ruptures et ses cassures ? Comment et pourquoi est-elle devenue cette France-ci et non pas d'autres synthèses ? Et surtout, en quel sens cette France-ci est-elle devenue nation, par rapport à d'autres significations de la nation, et en comparaison avec d'autres pays ?

Par conséquent, dans la perspective de ces questionnements, l'histoire s'efforce explicitement de banaliser la singularité française. Une démarche thématique et logique renonce délibérément à un récit, à une chronologie d'ensemble, à une histoire de France comme genre. Là aussi, il s'agit d'un choix historiographique qui s'insère consciemment dans son passé, comme le constatent André Burguière et Jacques Revel :

« La recherche nous paraît aujourd'hui affranchie de ses plus anciennes sollicitations. Il ne lui revient plus de commenter sans fin le mythe de nos origines, ni de justifier, par le recours au passé, le destin collectif de la nation ou le choix de l'État. Elle est prête à s'interroger sur la France au lieu de la raconter. En rompant avec une chronologie globale, on a voulu marquer que ce qui longtemps a donné matière à des certitudes peut redevenir un objet problématique. »¹⁶

On comprend que, de par la complexité de ses questionnements, une histoire de la France est beaucoup plus vaste qu'une histoire nationale. Celle-ci ne peut qu'être une réduction de celle-là, elle en fait partie mais elle est loin d'en être le tout. Cette réduction doit forcément écarter d'autres options historiques concrètes qui existaient chez les contemporains mais se sont vues éliminées pour des raisons qui restent à analyser, mais en tout cas avec l'appui décisif d'une historiographie *ex post* qui postule une continuité impérativement prescrite – en l'occurrence celle de la nation. L'histoire nationale a du mal à mettre en relief les particularités de l'histoire de la nation, justement parce qu'elle en fait intégralement partie.

Ceci nous ramène à notre deuxième observation sur le programme des *Lieux de mémoire*. Explicitement, il s'incline devant l'impératif du national et s'engage volontairement à son service. Ceci apparaît comme allant de soi. Autrement dit, cette historiographie ne s'interroge pas sur sa propre *fonction* – ce terme étant pris dans son sens proprement historico-sociologique.

On pourrait objecter ici qu'un tel questionnement historiographique n'est point obligatoire. Il est vrai qu'il fait plutôt exception et qu'ordinairement, l'on se contente d'une histoire des méthodes historiographiques plutôt qu'on ne s'interroge sur les buts et les fonctions de l'historiographie¹⁷. Il est vrai qu'une telle réflexivité soulève toute une série de problèmes non résolus. Mais il existe au moins un argument majeur pour que l'historiographie s'inflige cette tâche. C'est précisément de cette manière qu'elle peut réussir à se contrôler, à décider quels chemins prendre, à évaluer les risques de ses projets, bref : à s'autogérer. Si elle ne choisit pas cette voie, elle est gérée et dirigée par d'autres instances de la société. Elle suit, elle obéit, elle réagit sous l'impératif d'une contrainte sociale.¹⁸ Chez Pierre



19. P. Nora, *Les lieux de mémoire I*, op. cit., p. 31.
20. Cf. l'article "Nation", in : F. Furet, M. Ozouf (éds), *Dictionnaire de la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1988, pp. 801-811.
21. «En France, par exemple, le monarque se dit la nation ; les parlements se disent la nation ; la noblesse se dit la nation ; il n'y a qu'elle qui ne puisse dire ce qu'elle est, ni même si elle est. (Simon-Nicolas-Henri Linguet, *Tableau de l'état politique actuel du globe*, 1778, p. 13).
22. «L'épithète de National est dans toutes les bouches ; et tous ceux qui la prononcent, n'en comprennent pas parfaitement le sens. Une marchande de fruits criait l'autre jour dans les rues, en vendant sa marchandise : prunes Nationales, pommes Nationales !» (*Histoire de France*, 1789, p. 150, cité par E. Fehrenbach, article "Nation", dans : R. Reichardt, E. Schmitt, éds, *Handbuch politisch-sozialer Grundbegriffe in Frankreich 1680-1820*, München, R. Oldenbourg, 1985).
23. Cf. J. Gernet pour l'histoire du monde chinois : «Le terme de nationalisme serait anachronique. [...] Cet attachement à une tradition authentique qui aurait été corrompue par les apports étrangers, ce désir de retourner aux sources pures et imaginaires de la pensée et de la morale orthodoxe, comment les qualifier puisqu'ils ne se rapportent pas à l'idée toute récente de nation, mais à l'idée de culture ? Il faudrait, pour le traduire, inventer le terme barbare de "culturalisme"». J. Gernet, *Le Monde chinois*, Paris, Armand Colin, 1972, pp. 256 sq.
24. Cf. sur ce point M. Vovelle, «La Sorbonne : la galerie des ancêtres. D'Aulard à Soboul, l'histoire de la chaire de la Sorbonne consacrée à la Révolution française», *Magazine littéraire*, n° 258, oct. 1988.
25. Cf. F. E. Schrader, *Augustin Cochin et la République française*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, pp. 148-161.
26. Cf. Friedrich Meinecke, *Die deutsche Katastrophe. Betrachtungen und Erinnerungen*, Wiesbaden 1946. Pour l'historiographie après 1945 cf. Fred. E. Schrader, «Historiographie allemande d'après-guerre et histoire du quotidien», in Alf Lüdtke (éd.), *Histoire du quotidien*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1993.
27. Cf. H.-U. Wehler, *Das Deutsche Kaiserreich...*, op. cit. Après 1945, on redécouvre l'historien E. Kehr, mort à 31 ans en 1933 ; cf. *Der Primat der Innenpolitik. Gesammelte Aufsätze zur preußisch-deutschen Sozialgeschichte im 19. und 20. Jahrhundert*, Berlin, Walter de Gruyter, 1965.
28. Outre ces collections : chez Siedler, Berlin : *Die Deutschen und ihre Nation und Das Reich und die Germanen* ; chez Oldenbourg, München : *Enzyklopädie deutscher Geschichte* ; chez Vandenhoeck & Ruprecht : *Deutsche Geschichte in zehn Bänden* ; chez Suhrkamp, Frankfurt am Main : *Neue Historische Bibliothek*, etc.
29. Helmut Kohl est historien, de formation universitaire.
30. H.-U. Wehler, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte...*, op. cit., pp. 5 et 17 sqq.

Nora, cet impératif est celui du national qui doit faire face à une crise du national à l'intérieur et à l'extérieur du pays. C'est le choix de l'historien.

Il ne faut pas s'y tromper : ce choix, cette confession constituent d'abord un engagement personnel. Cela ne veut et ne peut pas encore dire que les mécanismes de ce service rendu par l'historiographie à la société, que sa fonction sociale soient compris. Dans la présentation du projet, on ne trouve qu'un seul argument : «le cadre national s'est révélé le plus stable et le plus permanent»¹⁹. Mais quel cadre national ? Celui d'avant ou d'après la Révolution, le national dynastique ou celui de l'abstraction révolutionnaire et républicaine ? Ou est-ce qu'il y a un cadre national tout court – si oui, lequel²⁰ ? Ou est-ce que la constellation actuelle que nous vivons serait plutôt semblable à celle dont se plaint Linguet avant la Révolution où la Nation ne sait pas si et où elle est²¹ ? Un état qui peut d'ailleurs facilement correspondre avec l'inflation d'un mot qui ne peut et ne veut plus rien dire²². Dernier problème : Puisqu'on vit aujourd'hui dans un contexte mondial, véritablement global – ce qui constitue une des raisons du «déclin» (trop souvent et faussement évoqué) des nations européennes – est-ce que le national a un sens dans l'histoire d'autres pays, d'autres peuples, dans la grammaire d'autres civilisations non-européennes qui, eux aussi, possèdent leurs techniques et leurs lieux de mémoire spécifiques²³ ?

Cette problématique n'est évidemment pas particulière à la France. Les historiographies «officielles» d'avant la Grande Guerre se sont engagées volontairement et ouvertement dans ce service national. Au projet d'Aulard de réconcilier, à travers l'histoire de la Révolution, les contradictions sociales et politiques de la France, et finalement d'éviter la guerre civile²⁴, correspond l'historicisme prussien, lui aussi bien établi dans

le système universitaire de l'Empire allemand, avec ses mécanismes d'autoreproduction académique, notamment le contrôle de l'habilitation²⁵.

Avec la catastrophe du nazisme, au moins pour une partie importante des jeunes historiens allemands, cette continuité historiographique est définitivement interrompue²⁶. Mais comme la III^e République – qui a inventé une nation française unifiée dans son espace historique – le Reich de Bismarck et de Guillaume II reste le point de référence par excellence. On redécouvre des historiens marginalisés à l'époque, on met en relief la politique intérieure de l'Empire, on fait l'histoire sociale de cette période dont l'économie et les mouvements sociaux deviennent des terrains de recherche privilégiés. Le Reich comme référence donc, mais en soulignant et la rupture avec la RFA ou la RDA, et l'existence de courants démocratiques, républicains, voire révolutionnaires²⁷.

La génération d'historiens allemands d'après-guerre – qui atteint maintenant ses soixante-cinq ans – fait actuellement le bilan. Elle s'est engagée dans plusieurs projets de publication : Hans-Ulrich Wehler ainsi que Thomas Nipperdey (mort en 1992) ont tous deux choisi la formule d'un *magnum opus* pour présenter une nouvelle histoire allemande. D'autres maisons d'édition ont lancé des ouvrages collectifs en plusieurs parties, chaque volume étant signé par un spécialiste de la matière ou de la période²⁸. On disposera donc, d'ici quelques années, de plusieurs histoires complètes de l'Allemagne, écrites d'après des conceptions variées témoignant du goût, du style, du choix historiographique des auteurs et parfois aussi explicitement d'orientations théoriques tout à fait différentes. Par exemple, la *Gesellschaftsgeschichte* de Hans-Ulrich Wehler, conçue comme une véritable sociologie historique, a en effet peu de chose en

commun avec une histoire narrative de la vie politique, diplomatique et sociale des mondes allemands de la même époque présentée par Thomas Nipperdey. Mais publiquement, ces historiens présentent leurs travaux comme mutuellement complémentaires. Le *Historikerstreit* n'y a rien changé. Il a plutôt confirmé un consensus fondamental de cette génération : le refus du national-socialisme, le refus du communisme, l'identification inconditionnelle et sans réserve avec la démocratie parlementaire de l'Allemagne fédérale, unifiée depuis peu de temps. C'est pour elle que ces histoires ont été écrites ou sont en train de l'être.

Ceci n'est point un hasard. Depuis un certain temps déjà, la classe politique allemande réclame publiquement et avec énergie l'apport des historiens à la constitution d'une identité nationale allemande²⁹. La discipline a répondu à cette demande de manière très différenciée. Toujours parmi cette même génération d'historiens, on discute ce qu'est un national «normal», «légitime» ou «naturel», on s'accorde sur le refus du nationalisme, on diverge sur les événements et les axes de référence à retenir. Mais, pour l'essentiel, on ne refuse pas la tâche principale qui est l'invention et la mise en œuvre d'une histoire nationale. Le consensus établi, tout tourne au moins implicitement autour la question : *Comment écrire une histoire d'Allemagne ?*

Les réponses, elles, sont de fait. Il est rare que soient explicités les programmes historiographiques des projets en cours. Hans-Ulrich Wehler insiste sur la modernité d'une histoire de la société allemande conçue comme une science sociale historique, tout en regrettant l'absence d'une histoire de la politique – donc la nationalité – allemande qui soit aussi avancée dans ses questionnements et ses méthodes³⁰. C'est une position solidement établie, et on en attend le troisième volume qui va de 1849 à 1918. L'his-

toire allemande de Thomas Nipperdey adopte une approche sensiblement différente. Elle se présente comme histoire des mentalités, mais elle l'est d'un point de vue très spécial : elle cherche à comprendre ce qui, dans la perception et le comportement des contemporains du XIX^e et XX^e siècles rendait évidente et cohérente une société dont les contradictions étaient éclatantes³¹. Ce programme global se rapproche de l'historicisme allemand et cherche à établir une continuité historique du XIX^e siècle à nos jours. D'autre part, le volume de Wolfgang Mommsen sur la fondation du Reich bismarckien vient de paraître dans la collection *Propyläen Geschichte Deutschlands*³².

Si Pierre Nora explique l'impératif du national par le succès historique de cette formule, Thomas Nipperdey, pour sa part, insiste sur «l'évidence que Nation et État national constituent une cohérence particulière», évidence «qui n'a pas besoin d'autre justification»³³. Elle s'explique notamment par «la puissance de l'idée de l'État national à travers toutes les générations du siècle»³⁴, qui fait partie de la «normalité européenne». L'Empire allemand possède toujours une histoire propre, indépendante de la Grande Guerre et du nazisme. Thomas Nipperdey cite ici la position classique que chaque époque se définit par son rapport d'immédiateté avec Dieu. Et, néo-historiciste, il insiste sur l'impossibilité de juger nos arrière-grands-pères : «Les hommes ne sont pas devenus plus mauvais»³⁵. «Les hommes ne se distinguaient pas selon des catégories des bons et des méchants, l'Empire ne pouvait pas se classer en bons ou mauvais : la couleur primaire de l'histoire n'est ni noir ni blanc, sa structure fondamentale n'est pas celle d'un échiquier; la couleur primaire de l'histoire, c'est le gris, jusqu'à l'infini des nuances»³⁶.

Il se trouve que, à l'époque du Reich, c'est justement l'optique de l'historicisme prussien



31. Th. Nipperdey, *Deutsche Geschichte...*, *op.cit.*

32. W. Mommsen, *Das Ringen um den nationalen Staat...*, *op. cit.*

33. Th. Nipperdey, *Deutsche Geschichte...*, *op.cit.*, p. 877.

34. *Ibid.*, p. 878.

35. *Ibid.*, p. 905.

36. *Ibid.*, p. 901.

37. En passant, il ne mentionne pas les massacres commis sous le commandement allemand en Chine, en 1900.

38. *Ibid.*, p. 288.

39. Cf. sur ce point, toujours de manière imperturbable et ferme, H.-U. Wehler, *Das Deutsche Kaiserreich...*, *op.cit.*, p. 115 sq.

40. W. Mommsen, *Das Ringen um den nationalen Staat...*, *op. cit.*, p. 12

41. L'historien Michael Jeismann observe l'érudition parfois très subtile de ces ouvrages, mais note aussi que leur recherche d'un point de référence pour l'identité nationale est auto-destructive et ferme des espaces d'interrogation et de réflexion. Cf. M. Jeismann, «Ins Museum. Kaisergeschichte ohne Ende», *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26 mai 1993, p. 5.

42. Hagen Schulze, *Gibt es überhaupt eine deutsche Geschichte ?*, *op. cit.*

qui a autorisé ou même justifié des crimes dont l'impérialisme colonial fait intégralement partie. Ici, le gris de l'histoire devient noir. Thomas Nipperdey souligne d'abord qu'il s'agit d'un phénomène européen, non d'une particularité allemande³⁷. Et, «certes, du côté des indigènes aussi, la lutte était non-européenne, sauvage, cruelle et “totale” [...]. Pourtant, la réaction [allemande] était décisive»³⁸. Ainsi, il semblerait que l'impérialisme germano-européen – par ailleurs présenté comme modernisateur – ait réagi contre une *action* originale et primitive – «non-européenne» – des autochtones en Afrique.

Wolfgang Mommsen, lui, ne partage pas cette approche compréhensive «impartiale» de nos (arrière-)grands-pères. *La lutte pour l'État national* est le sujet central de son volume. Mais quel État, quel national? Avec l'option monarchique, l'unité nationale devient un événement dynastique, d'une manière nouvelle. Avec l'exclusion de ce qui ne se rallie pas à cette formule monarcho-prussienne, une grande partie de ce qui appartenait à l'Allemagne se trouve plus ou moins placé hors de la patrie : tout ce qui est autrichien, tout ce qui est catholique, par exemple. Et la politique bismarckienne va vite finir par germaniser ou exclure ce qui se trouve défini comme non-allemand, et qui pourtant faisait intégralement partie depuis longtemps non seulement de l'Empire germanique mais de la Prusse elle-même : la population polonaise de l'est de l'Empire nouveau, sans parler des territoires acquis du Danemark et de la France, sans parler aussi et surtout de la population israélite allemande. Tout cela est admis depuis longtemps, aucun historien allemand ne le nie plus³⁹. Mais puisque tout ceci est partie intégrale de la formule prussienne, il reste un doute sur la façon de présenter la constitution de cet Empire comme une unification nationale réussie, de parler du génie bismarckien et du caractère progressiste de

cette société civile, surtout en comparaison avec les autres pays européens⁴⁰. Malgré l'immense travail entrepris, malgré des résultats neufs et originaux, on se demande si cette conception de l'unité nationale fait vraiment partie d'une problématique historiographique actuelle⁴¹.

L'exemple de ces historiens montre que, au moins pour le moment, on cherche aussi à construire en Allemagne ce que Pierre Nora, avec les *Lieux de mémoire*, croit avoir déjà trouvé : une histoire nationale sans nationalisme. Des deux côtés du Rhin, les années de 1870-1871 sont des points de référence incontournables pour la fondation de ces nations. Qu'il s'agisse d'une histoire de la nation est, pour l'historien français ou allemand, une évidence indiscutable. Par conséquent, il ne cherche pas à savoir ce qui, historiquement, a fait le succès de ce concept, ni comment cette représentation est structurée, ni comment et dans quel contexte elle fonctionne. Jamais il ne cherche à analyser si et dans quelle mesure la constitution de cette représentation communique avec d'autres, si «Nation» ici équivaut à «Nation» ailleurs. Et puisqu'il ne détermine pas les causes et les contextes du succès du national au XIX^e siècle, les conditions de sa crise au XX^e lui échappent. L'historien et toute la classe politique peuvent insister sur l'impératif du national en découvrant ses lieux de mémoire. Et que faire si le peuple empirique, si ses représentants politiques mêmes préfèrent oublier ? (voir les photos pages 162 et 163).

Dans un livre presque passé inaperçu, l'historien berlinois Hagen Schulze a justement renversé le questionnement⁴². Sa problématique n'est pas celle de la concrétisation de l'histoire nationale mais il demande d'abord tout simplement si une histoire allemande existe. Tout en récusant la perspective d'une simple continuité historique nationale, il soulève le doute sur la cohérence, sur l'unité du sujet même. Avant la réduction

Illustration non autorisée à la diffusion

Lieu de mémoire :

Temple, construit par Étienne Dubois, maire de Bourg-du-Bost (Dordogne), après sa conversion au protestantisme, religion plus "républicaine" que le catholicisme. On y célèbre son mariage. Plus tard, devenu athée, il rejoint la Franc-maçonnerie, avec la fondation de la loge La Ruche des Patriotes en 1885 à la sous-préfecture de Ribérac. Le temple change de fonction. Il servira de mairie et de salle polyvalente jusqu'aux années 1970. Sous son mandat municipal, Dubois rebaptise l'ancienne Rue de l'Église qui devient officiellement Rue de la Révolution, ainsi que deux autres, désignées comme Rue du 14 Juillet et Avenue de la République.
© (Photographie Sofer, ca. 1970).



43. *Ibid.*, pp. 63 et passim.

44. *Ibid.*, p. 68.

45. Cf. Michel Espagne, *Bordeaux baltique. La présence culturelle allemande à Bordeaux aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Presses du CNRS, 1991.

46. Le projet de recherche de H.-U. Wehler, *Moderne Nationalismusforschung : Deutscher Nationalismus vom späten 18. Jahrhundert bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts in vergleichender Perspektive*, à l'Université de Bielefeld, identifie le nationalisme comme la « religion politique » la plus efficace des deux derniers siècles. Il constate en revanche un « état déprimant de la recherche », notamment en histoire. Cf. « Communiqué de presse de la Fondation Volkswagen », Hannover, du 28 avril 1993).

germanocentrique de la perspective au XIX^e siècle, Schulze constate, en citant nombre de témoins de l'époque, que les niveaux politique, ethnique, géographique, ethnologique, culturel, linguistique, religieux de l'Allemagne ne se présentent point comme congruents. Pour Hagen Schulze, l'histoire est marquée par au moins autant de ruptures que de continuités, aussi bien en Allemagne qu'en Europe. Il serait inutile d'insister sur la stratégie naïve qui ne veut reconnaître que des continuités. Et il en conclut qu'« il faut dénationaliser l'histoire allemande »⁴³. Il propose une optique différente de celle de l'Allemagne bismarckienne comme centre, une dénationalisation non seulement de terrains historiques qui, par eux-mêmes, ne se prêtaient que difficilement à une « nationalisation », mais aussi et surtout sur les terrains classiques de l'historiographie nationale, l'histoire politique et diplomatique. De toutes façons, pour cet historien, l'essai de fonder l'identité nationale sur la conception d'une communauté linguistique et culturelle, au bout de deux siècles, a échoué d'une manière exemplaire⁴⁴. Et s'il est vrai que Hagen Schulze n'arrive pas à décrire d'une manière positive ce qu'une histoire dénationalisée de l'Allemagne pourrait être, le lecteur n'est pas laissé sur sa faim. Il devient au moins plausible, sinon évident, que l'optique nationale réduit les diversités plus complexes qui précèdent l'invention de la nation, ainsi que celles qui l'accompagnent. Ce que les histoires nationales, de par leurs raisons d'être, ne peuvent pas avouer c'est le fait qu'elles débordent, non seulement d'éléments internationaux et supranationaux, mais aussi et surtout d'éléments et de structures infranationaux ou tout simplement non-nationaux⁴⁵.

Mais de telles réflexions s'intègrent difficilement dans le *mainstream* historiographique. Même s'il n'existe pas, pour le moment, un projet allemand comparable à

celui de Pierre Nora, force est de constater que les grands courants historiographiques – nés de la même génération d'historiens – se ressemblent par certains traits essentiels : identité nationale en crise, histoire nationale «traditionnelle» épuisée, impératif du national énoncé par la classe politique. Si, en France, une telle crise se trouve liée à une redécouverte conjoncturelle du «déclin» – économique, démographique, politique, diplomatique, colonial, militaire – une crise semblable s'est développée en Allemagne avec l'unification récente, doublée d'une crise économique. On cherche une identité pour un pays qui se compose, par une coïncidence historique imprévue, de deux parties qui se sont développées, pendant quarante-cinq ans, d'une manière tout à fait différente. Avec plus ou moins d'hésitation, le réflexe «national» s'est imposé dans pratiquement tout l'éventail politique.

Si, effectivement, l'Empire allemand et la République française non seulement ont été fondés ensemble mais, plus encore, se définissent l'un par rapport à l'autre, de manière strictement négative, les historiens, eux, à quelques rares exceptions près, ne thématisent pas ce rapport fondamental. En outre, ils passent sous silence le fait que ce sont justement les historiographies nationales qui ont approfondi et stabilisé mentalement et intellectuellement ces rapports. Tant que l'histoire n'arrive pas à se penser historiquement, nos historiographies restent enfermées dans un cercle. Elles se trouvent condamnées à ne chercher et reconnaître toujours qu'une même chose : le national⁴⁶. Engagée dans ce *stress* systématique, l'historiographie finira nécessairement par se résigner en se repliant sur une auto-interrogation historique critique. Il est vrai que cette réflexion sera un processus difficile et parfois pénible qui, surtout, dépasse les limites traditionnelles de la discipline. Mais il y a là toute une histoire à gagner⁴⁷.

Illustration non autorisée à la diffusion

Lieu de l'oubli :

L'ancienne mairie, sert, aujourd'hui, de vestiaire pour les équipes de football, à Bourg-du-Bost. Le maire actuel a fait disparaître l'inscription, car «elle trompe les gens qui cherchent la mairie». En effet, la mairie a été transférée dans les locaux de l'école du bourg, aujourd'hui désaffectée, dont la façade porte toujours l'inscription RÉPUBLIQUE FRANÇAISE/ÉCOLE PUBLIQUE. Les anciennes plaques de rue, enlevées lors de restaurations, n'ont pas été remplacées, mais on a installé un éclairage public constitué de lanternes en fer forgé, "faisant plus vieux et plus beau". Le temple, lui, est flanqué de trois lampes de style art-déco. Le mât du drapeau (tricolore) a été enlevé. Étienne Dubois et sa lutte pour une république laïque ont disparu.
© (Photographie de l'auteur, 1993).



47. «Alors les *Lieux de mémoire*, eux-mêmes (déjà) un "lieu de mémoire" ? Ce sera une question à poser à nos successeurs» (F. Hartog, «Comment écrire l'histoire de France ? », *op. cit.*, p. 28.